

Consultation citoyenne européenne sur le thème de la Qualité de la Vie

Organisateur de l'activité

- **Nom**

Mouvement Européen France – Provence

Partie prenante de l'organisation des consultations citoyennes dans toute la France. La plus ancienne association pro-européenne en France (1949) dont l'objet est le prosélytisme en faveur de la construction européenne, qui a énormément apporté aux Etats et aux citoyens, tout en étant conscient des difficultés et critiques à l'égard de l'Union Européenne actuelle.

- **Raison sociale**

Association

Informations pratiques

- **Thème principal de la consultation**

« La Qualité de la Vie »

- **Description de l'activité**

Un débat autour duquel chacun aura l'opportunité de formuler ses souhaits et ses attentes quant à la Qualité de la Vie dans l'Union Européenne dans les années à venir. Le débat est animé par Claude REYNOIRD Président du Mouvement Européen Provence.

- **Date et heure**

Vendredi 26 octobre de 18h à 20h30

- **Lieu**

Faculté de droit Amphithéâtre DUMAS – 3 avenue Robert Schuman, Aix-en-Provence

- **Nombres de participants**

40 participants.

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**

Monsieur Bernard BRUHAT, président de « l'Union fédérale des consommateurs – Que choisir », première association de défense des consommateurs, totalement indépendante politiquement et financièrement, membre du Bureau européen des unions de consommateurs et qui a pour objectif de promouvoir les intérêts des consommateurs dans l'élaboration des politiques de l'Union.

Monsieur Stéphane COPPEY, président départemental de l'organisation France Nature environnement. Cette fédération d'associations de protection de l'environnement a pour objectif de mettre en réseau les associations, de diffuser les compétences du tissu associatif et de donner meilleur écho aux combats de ces associations. Ils interviennent dans de nombreux domaines tels que le climat, l'eau, la biodiversité, les transports, les déchets, les terrains agricoles, etc.

Monsieur Olivier NASLES, vigneron et oléiculteur, engagé syndicalement dans la chambre d'agriculture des Bouches du Rhône, producteur en agriculture biologique. Il remplit ainsi des missions de gestion des risques et d'accompagnement technique des agriculteurs.

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**

La qualité alimentaire, les droits et protections des consommateurs, la qualité de l'environnement.

- **Questions / attentes / problèmes soulevés**

1^{er} sous-thème : La qualité alimentaire

Les différentes interventions ont porté sur des sujets divers allant de la situation des lanceurs d'alertes au système de prise de décision au sein de l'Union Européenne.

9 souhaits ont été émis concernant la qualité alimentaire dans l'Union Européenne :

1. Renforcer la législation européenne pour mieux protéger les lanceurs d'alertes

Les citoyens souhaitent une meilleure protection des lanceurs d'alertes pour qu'ils interviennent plus efficacement et poussent les entreprises à agir pour les intérêts des consommateurs. À ce sujet, l'association UFC que choisir, elle-même lanceur d'alertes pointe le recul en la matière de par l'influence des lobbies des entreprises.

2. Placer la protection du consommateur et le principe de précaution au centre des négociations

Cela doit s'appliquer lors des négociations d'accords internationaux avec des pays tiers ayant des standards de protection moins élevés que l'Union ; l'exemple de l'épandage aérien de pesticides dans les accords CETA a été mentionné.

3. Remettre la protection de la biodiversité au cœur de l'action européenne

L'Union européenne doit se prononcer en faveur d'une protection accrue de la biodiversité et doit veiller à une application stricte de sa réglementation en la matière. Les citoyens sont favorables à l'effectivité des normes telle que la directive NATURA 2000. Une nouvelle appréhension de la chaîne trophique a été évoquée. Certains intervenants ont exprimé le souhait que l'Union européenne change d'axe dans son appréhension de la biodiversité en partant de l'échelon le plus bas (plantes, insectes).

4. Mettre en œuvre une législation effective sur l'obsolescence programmée

Réel sujet de société actuel, des mesures doivent être prises pour une meilleure protection du consommateur et de l'environnement. L'UFC que choisir se bat dans le cadre du Bureau européen de l'Union des consommateurs contre ce consumérisme qui amène les entreprises à produire plus de produits qui durent de moins en moins longtemps.

5. Orienter la production agricole vers une production de qualité et non plus de quantité

6. Passer d'une obligation de moyens à une obligation de résultat pour la certification biologique d'un produit agricole

7. Mettre en place des analyses comparées entre les États membres

Certains citoyens ont exprimé leur difficulté à comprendre clairement les objectifs et les actions de l'Union Européenne. Ils suggèrent la mise en place d'études comparées, faites par des étudiants, afin de déterminer les domaines dans lesquels des progrès ont été réalisés pour que d'autres États membres puissent s'en inspirer.

Enfin, ce sous-thème s'est conclu par l'interrogation d'une citoyenne quant à l'élargissement de l'Union. Il faudrait renforcer les acquis communautaires avant d'envisager de nouvelles adhésions.

2^{ème} sous-thème : Droits et protection des consommateurs

Ce second sous-thème a fait l'objet de vifs débats sur des sujets très divers.

12 souhaits ont été émis :

1. Maintenir et renforcer la notion de service public

L'assemblée s'inquiétait de la pérennité des services publics face à la libéralisation de l'économie en Europe. Il est vrai que l'Union s'est saisie de la question à travers la notion de « services d'intérêt économique général » mais cela paraît insuffisant.

2. Assurer la différenciation sexuelle lors des essais cliniques

La recherche médicale continue de voir les hommes comme « étalon de mesure de l'humain » y compris lorsqu'il s'agit d'expérimenter des traitements à destination des femmes. Une citoyenne a formulé le souhait que les prochains règlements d'harmonisation des essais cliniques insistent sur l'inclusion des femmes et la différenciation sexuelle.

3. Mettre les préoccupations environnementales au cœur des décisions politiques et économiques

Pour aboutir à un consensus, le couple franco-allemand pourrait et devrait être un moteur.

4. Faciliter l'accès au prétoire des citoyens pour la justice climatique

5. Renforcer la transparence des lobbies gravitant autour des institutions et adopter une règle de transparence commune

Le registre de transparence obligatoire mis en place au niveau de la Commission devrait être étendu au Parlement et au Conseil où il y a toujours un régime volontaire. Cette situation paraît incompréhensible.

6. Former les commerçants aux règles juridiques dans leur secteur

7. Lutter plus efficacement contre les violations du droit applicable en matière d'obsolescence programmée

Les cas de clauses abusives pratiquées par des multinationales sont nombreux. Il est déplorable que seule l'action en justice des consommateurs et/ou d'associations de consommateurs entraîne des changements.

8. Rendre plus lisible l'étiquetage en matière d'impact sur la santé, la composition et le recyclage

Les citoyens sont inquiets quant à la pertinence des informations sur ces étiquettes ainsi que leur présentation volontairement peu lisible et peu compréhensible. Seul le consommateur utilisant une application décryptant l'étiquette a accès à une information claire ; cela est regrettable.

9. Répertorier et analyser les auxiliaires de production (additifs), produits chimiques qui ont pu se révéler toxiques

10. Rendre plus efficace l'Initiative Citoyenne Européenne

Aujourd'hui, face à une telle initiative, la Commission a pour seule obligation de motiver sa décision de refus ou d'acceptation d'engager le processus législatif, ce qui ne paraît pas suffisant. Le modèle devrait être calqué sur celui de « la votation » en Suisse où une discussion entre institutions et un vote ont lieu dès lors que le minimum de signatures requis a été atteint.

11. Favoriser les subventions des associations, réels acteurs de la démocratie

12. Rendre obligatoire la consultation des associations et ONG avant l'adoption d'une norme européenne

3^{ème} sous-thème : La qualité de l'environnement

Les différents points soulevés dans le cadre de ce sous-thème allaient de la situation des transports dans la région jusqu'à la mise en œuvre des accords de Paris par l'Union Européenne.

7 souhaits ont été émis :

1. Lutter plus efficacement contre la pollution de l'air

2. Évaluer plus efficacement l'impact d'un trafic aérien croissant

Les citoyens ont exprimé des inquiétudes quant au tourisme de masse et son impact environnemental tant par le trafic aérien intense que par la dégradation des sites naturels.

3. Investir dans le développement des énergies alternatives

Les citoyens ont formulé le souhait que l'Union soutienne la recherche dans ce domaine. Il faut trouver un équilibre entre les objectifs environnementaux de ces infrastructures (éoliennes, panneaux solaires, etc.) et les nuisances que leur mise en place peut engendrer.

4. Mettre en place un plan d'urgence pour lutter contre la pollution en Méditerranée

L'Union doit agir en coopération avec les pays tiers limitrophes de la Méditerranée pour les aider à s'équiper afin d'éviter les rejets aqueux (stations d'épuration). La question de la pollution des mers par les déchets plastiques a aussi été évoquée, saluant les avancées du Parlement Européen dans ce domaine.

5. Encourager l'étiquetage environnemental des produits alimentaires

Les citoyens ont exprimé leur désir que soit inscrit l'impact carbone (CO²) des produits alimentaires sur leur emballage, reprenant les avancées faites en la matière dans le secteur du bâtiment. Cela permettrait aux consommateurs d'être mieux informés et d'inciter les entreprises à adopter des modes de production plus responsables.

6. Prendre en compte l'évolution démographique à l'échelle mondiale

L'Union doit se saisir de la gestion du nombre croissant d'individus sur la planète vis-à-vis de la protection de l'environnement. L'une des pistes abordées à ce titre concerne le passage à des modes de consommation et de développement différents.

7. Responsabiliser l'Union vis-à-vis de ses engagements internationaux

Les citoyens ont très fortement exprimé leur souhait que les engagements de l'Union se concrétisent notamment par la publication sur le site Europa des programmes prévus pour la mise en œuvre des accords de Paris (avant l'échéance de 2023).

La prise en considération du rapport rendu par l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour le passage à un régime alimentaire moins carné a aussi été abordée.

Conclusion : *Il ressort de ces débats que des étudiants et des citoyens, pour l'essentiel représentatifs du monde associatif, ont exprimé le souhait que les propositions formulées soient prises en compte par les pouvoirs publics et suivies d'actions concrètes.*